

départ, ignorent presque tout des structures et de la syntaxe du français et qui ne possèdent qu'un vocabulaire restreint n'est pas chose facile. Les livres et les documents préparés à l'intention des francophones sont trop difficiles, tout comme les traductions des manuels utilisés en anglais. Aussi les premiers enseignants des classes d'immersion ont-ils dû créer leurs propres programmes ainsi que leur matériel didactique. Aujourd'hui, les enseignants profitent grandement de ce travail de pionnier.

Après l'effort ... les résultats

Le nombre toujours croissant des inscriptions montre que l'enseignement immersif répond à ce qu'en attendent les parents et certains spécialistes : M. Stephen D. Kraslen, professeur de linguistique à l'université de la Californie du Sud, trouve qu'il s'agit de « la méthode qui donne aujourd'hui les meilleurs résultats ».

Cet enseignement a aussi, bien sûr, ses détracteurs. M. Gilles Bibeau, professeur titulaire à la faculté des sciences de l'éducation de l'université de Montréal, pense que l'immersion « pure » est dépassée et qu'elle n'a pas permis de « rendre les enfants aussi bilingues qu'on l'espérait. On peut aujourd'hui atteindre des résultats similaires avec des moyens beaucoup plus réduits ».

Selon une étude entreprise sur la demande du ministère de l'Éducation de l'Ontario, étude qui porte non seulement sur l'apprentissage du français dans les cours d'immersion mais aussi sur le développement cognitif et le développement intellectuel des élèves, on n'a constaté aucun effet négatif; il semble même que le cours d'immersion totale précoce favorise ce développement. De plus, l'étude révèle que le fait de pouvoir communiquer convenablement dans la langue seconde, n'est pas lié à l'intelligence mesurée par les tests normalisés d'évaluation du quotient intellectuel.

En mathématiques, en sciences et en sciences humaines, les élèves du cours d'immersion totale précoce obtiennent en général d'aussi bons résultats que les élèves qui étudient ces matières en anglais. Par contre les élèves du cours d'immersion partielle précoce semblent avoir parfois de la difficulté, par rapport aux groupes témoins, à acquérir les connaissances voulues en mathématiques et en sciences, difficulté due peut-être à la connaissance imparfaite de la langue seconde.

Sur le plan social et psychologique, les auteurs du rapport affirment que les élèves du cours d'immersion précoce s'adaptent facilement au milieu social et sont plus satisfaits de leur programme que les élèves du cours d'immersion tardive. « L'idée qu'ils

se font d'eux-mêmes est positive. Ils s'estiment Canadiens anglais mais ont tendance à ne pas acquérir les stéréotypes ethnolinguistiques qu'adoptent leurs condisciples qui font leurs études en anglais. »

Ces résultats positifs pourraient encourager les responsables de l'enseignement à mettre des classes d'immersion au service de la pluralité culturelle existant au Canada. Déjà, parallèlement aux classes d'immersion en français, les écoles publiques du district d'Edmonton (Alberta) ont mis sur pied un enseignement en immersion partielle ou des classes bilingues en diverses langues (ukrai-

nien, hébreu, allemand, chinois et arabe).

Initiative originale prise pour répondre aux besoins propres du Canada, l'enseignement immersif se révèle, selon l'expérience acquise, une méthode dont la valeur ne connaît pas de frontières. Expert dans le domaine de la didactique des langues étrangères et ex-directeur du Centre de langues modernes de l'Institut pédagogique de l'Ontario, M. H.H. Stern prévoit que « l'expérience acquise ne pourra que profiter à d'autres collectivités bilingues et à la didactique de l'enseignement des langues secondes où que ce soit dans le monde ».

Relèvement de l'industrie de la noix de coco en Dominique

La production nationale de la noix de coco en Dominique connaît un essor considérable grâce à un programme canadien. Rappelons que lorsque l'ouragan David a arraché à peu près 30 % des cocotiers de l'île en août 1979, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) avait déjà commencé à discuter avec le gouvernement de la Dominique d'un plan de relèvement de l'industrie de la noix de coco.

C'est en 1981 que l'ACDI a entrepris la réalisation de ce plan dont le coût a été évalué à 4 millions de dollars et dont l'objectif est la remise en valeur de 1 200 ha de plantations endommagées et la mise en exploitation de 1 000 ha supplémentaires.

Les mesures prises consistent à relancer la production de coprah et de noix de coco fraîche, à approvisionner les cultivateurs en plants et en engrais, à leur offrir des services d'encadrement et à former le personnel du ministère de l'Agriculture affecté à ce secteur. En outre, on a prévu la construction de 16 km de chemins de desserte pour faciliter la mise en exploitation des nouvelles zones de production et améliorer l'accès aux plantations existantes.

La Dominique est une île de 78 000 habitants, au relief montagneux, pauvre en terres arables. On y pratique la culture intercalaire de la noix de coco, de la banane, de l'igname et d'autres plantes. La banane et la noix de coco constituent les principales exportations.

Deux Canadiens et leurs homologues dominicains dirigent la réalisation du projet, travaillant en étroite collaboration avec l'agronome en chef du ministère dominicain de l'Agriculture et les quatre responsables de district sur le terrain. Ces derniers sont chargés d'administrer les services d'encadrement dans les quatre zones agricoles. La mise en application du plan doit durer neuf ans. Les deux dirigeants canadiens resteront sur place pendant cinq ans et le Canada continuera de fournir des engrais et des pes-

ticides pendant les quatre dernières années.

Tandis que les Canadiens apportent leur expérience en divers domaines (gestion de programmes, systèmes financiers, entretien des véhicules et construction routière), le ministère dominicain de l'Agriculture, avec l'assistance de spécialistes venus d'autres pays où se pratique la culture de la noix de coco, s'occupe de l'aspect proprement agricole du programme. On fait germer les nouveaux plants dans des pépinières à partir de noix de semence que les responsables de district se chargent de prélever sur des cocotiers productifs et sains. Après avoir germé dans un paillis enrichi d'engrais, au bout de quatre à cinq mois, les plants sont prêts à être repiqués à leur emplacement définitif. Il faut compter six ou sept ans pour qu'un cocotier donne des fruits, et il en produit ensuite pendant une quarantaine d'années.

La plus grande partie de la production de noix de coco de l'île est traitée par la société Dominica Coconut Products Ltd., qui fabrique environ 7 000 t de savon et broie 2 500 t de coprah pour en tirer de l'huile et de la farine. Son chiffre d'affaires annuel est d'environ 28 millions de dollars des Caraïbes (14 millions de dollars canadiens).

La phase de relèvement est maintenant terminée et environ 60 % des nouvelles plantations sont déjà exploitées. L'ACDI finance une autre grande réalisation en Dominique; il s'agit de la reconstruction d'une route de 36,8 km reliant Portsmouth à Hatton Garden, au nord de l'île. Cette route sert au transport de produits agricoles et joue un rôle important dans la vie sociale des insulaires.

C'est la société montréalaise Sintra Inc. qui a obtenu le contrat pour l'ensemble des travaux (12 millions de dollars). Le personnel qu'elle emploie en Dominique compte une vingtaine de Canadiens et environ 40 autochtones. Les ingénieurs-conseils proviennent de la firme Kleinfeldt Consultants, de Brampton (Ontario).